

11 septembre 2020

Note à destination des éleveurs caprins

Suite à plusieurs questions soulevées par la crise actuelle de la filière chevreau, il nous semble important d'apporter collectivement un certain nombre de précisions.

L'interprofession laitière ne peut pas mettre en place une cotisation exceptionnelle aux 1000 litres comme le demandent quelques éleveurs pour prendre en charge les surstocks des abatteurs de chevreaux engendrés par la crise de débouchés liée au Covid-19.

Les cotisations interprofessionnelles sont soumises à une réglementation européenne et française stricte et à un contrôle par les pouvoirs publics et ne permettent pas ces actions. Il en est de même pour les laiteries qui ne peuvent apporter une aide directe à d'autres opérateurs sans lien direct avec leurs activités.

Pour autant, consciente de l'écueil pour la filière caprine, l'interprofession peut co-financer des actions de promotion ou de recherche et développement d'intérêt pour la filière chevreau, y compris afin d'aider à la résolution de la crise ou pour des travaux plus prospectifs. C'est bien ce qui a été rappelé aux abatteurs de chevreaux puis aux représentants des engraisseurs lors des réunions que ceux-ci ont demandé avec la filière laitière et qui ont eu lieu fin août et début septembre avec la FNEC, la FNIL et la Coopération Laitière.

Continuer de faire croire que l'interprofession laitière et ses parties prenantes peuvent intervenir pour le compte de la filière viande relève de la manipulation pour faire porter aux éleveurs la responsabilité. La contribution des producteurs de lait est déjà très significative au travers de la baisse conséquente du prix du chevreau naissant de 50 à 80 %, voire 100% dans certains cas qui nous ont été remontés. Et tout porte à croire que cette contribution risque d'être tout aussi importante toute la campagne. Pour les laiteries, la crise Covid-19 a aussi fortement perturbé leurs débouchés, elles ont dû s'adapter, parfois vendre du lait à vil-prix pour limiter les stocks tout en maintenant leurs engagements auprès des producteurs.

Nous mesurons bien les difficultés du moment pour les éleveurs en désaisonnement et pour les engraisseurs de chevreaux. Aujourd'hui les avancées sur le soutien des pouvoirs publics à la gestion des surstocks de viande sont importantes et les discussions sont en cours pour finaliser les conditions de déploiement de ces soutiens aux abatteurs, avec pour objectif final la collecte et l'abattage de 100 % d'animaux et l'arrêt du contingentement annoncé de 50%. La clé est bien là : il faut en premier lieu désengorger le marché et réduire massivement les surstocks de chevreaux pour que la filière puisse fonctionner normalement.

Jacky Salingardes

Dominique Verneau

Mickaël Lamy

Président de la FNEC
Représentant du collège
Production Laitière Caprine

Représentant du collège
Industries laitières

Représentant du collège
Coopératives laitières

